

Comment réinventer les relations franco-russes ?

Alexandre ORLOV

Comment réinventer les relations franco-russes ?

Alexandre Orlov

AVRIL 2021

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 5

Comment réinventer les relations franco-russes ?

Alexandre Orlov

p. 11

Questions de la salle

p. 19

Les publications de l'Institut Diderot

p. 39

Avant-propos

Souvenez-vous de *Guerre et Paix* : ces dizaines de pages, ordinairement imprimées en italiques, dont nos éditions précisaient : « *en français dans le texte original* » ! C'est que la haute société russe, depuis le XVIII^e siècle et encore du temps de Tolstoï, avait fait du français sa langue d'adoption, apprise dès l'enfance, que la plupart des aristocrates et des intellectuels parlaient à la perfection. Alexandre Orlov le note en passant : « *Si la francophonie avait existé au XIX^e siècle, la Russie en aurait fait partie.* » Mais voilà, en 1812, que les armées napoléoniennes envahissent la Russie, semant la peur et la désolation, forçant les Moscovites, après l'indécise bataille de Borodino, à incendier leur propre ville, alors presque entièrement en bois, pour priver l'envahisseur de l'abri et des ressources qu'il comptait y trouver ! Ce fut le début de la fin, pour Napoléon et sa Grande Armée, mais aussi, à terme, pour cette si singulière francophilie russe, qui ne sortira pas indemne, on s'en doute, d'une telle agression.

Francophile et francophone, Alexandre Orlov, lui, le demeure. Il fut pendant près de dix ans ambassadeur de Russie en France. Il dirige aujourd'hui le forum franco-

russe dit « Dialogue de Trianon », qui vise à renforcer la coopération entre les sociétés civiles des deux pays. Nul n'était mieux placé que lui pour nous éclairer sur l'état actuel et à venir, vu depuis Moscou, des relations franco-russes. Dans les pages qui suivent, il en retrace à grands traits l'histoire, depuis le XI^e siècle jusqu'à nos jours. Il en souligne l'importance, la complexité, la difficulté bien souvent. Ces relations furent longtemps fondées sur des considérations géostratégiques. Quand la France se sentait menacée, spécialement sur son flanc Est, elle cherchait logiquement un allié « à l'autre bout du continent », pour contrebalancer l'inquiétante puissance germanique. Ce fut le sens de l'alliance franco-russe, qui dura de 1892 à 1917, avant que la révolution bolchevique ne mette « *entre parenthèses les relations franco-russes pratiquement jusqu'à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle* ». Ce dernier, en 1942, célébrant le courage des armées soviétiques, voyait dans l'alliance franco-russe « *une nécessité que l'on voit apparaître à chaque tournant de l'histoire* ». Le fait est que la Seconde Guerre mondiale, malgré le pacte germano-soviétique et le gouvernement de Vichy, avait reconstitué sur le terrain cette même alliance (symbolisée à jamais par les aviateurs du groupe « Normandie-Niemen ») entre la Russie et la part de la France qui se voulait libre. Et que le général de Gaulle, revenu au pouvoir, en 1958, ne cessera de se réclamer d'une Europe qui irait, conformément à sa géographie et à son histoire, « de l'Atlantique à l'Oural ».

On pouvait croire que la disparition de l'URSS nous rapprocherait de ce vieux rêve gaullien. Il n'en fut rien,

bien au contraire. « *Les relations entre la France et la Russie connaissent actuellement une phase difficile* », constate Alexandre Orlov, au point que les « malentendus », entre nos deux pays, « *se multiplient, nourrissant la défiance et même l'hostilité* ». Pourquoi ? Vu de France, on accuse volontiers Poutine : son nationalisme (qu'attestent le rattachement de la Crimée à la Russie, en 2014, et l'espèce de « guerre hybride », comme dit Jean-Louis Gergorin, qui en résulte avec l'Ukraine) et son mépris des droits de l'homme seraient la cause principale de cette détérioration. L'ancien ambassadeur semble d'un avis opposé. Poutine, à ses yeux, est « *un Européen convaincu* », dont la politique « *n'est empreinte d'aucune idéologie* » mais simplement « *guidée par le bon sens* », le pragmatisme et la défense légitime des intérêts russes. Les responsabilités, dès lors, seraient plutôt à chercher du côté français. D'abord du point de vue des idées ou de leur déficience : « *la campagne, pendant des années, de dénigrement de la Russie dans les médias français a porté ses fruits* », si bien que « *les Français d'aujourd'hui ne connaissent rien de la Russie et éprouvent une méfiance instinctive pour tout ce qui vient de là-bas* ». Ensuite d'un point de vue institutionnel : la France, « *en déléguant sa politique étrangère à Bruxelles, n'a plus d'autonomie dans les affaires internationales* », au point que chez nous, regrette-t-il, « *le patriotisme, ciment d'une nation, a laissé la place au cosmopolitisme, destructeur de l'idée même de nation* ». Et comme l'Europe semble dépourvue de vision stratégique... Enfin, d'un point de vue économique : « *l'économie française est dominée par les capitaux américains* » et soumise à « *l'extra-*

territorialité des lois américaines », ce qui entraîne que « *paradoxalement, les sociétés françaises souffrent plus des sanctions américaines que les sociétés russes* ».

Le lecteur jugera. Il suffit à l'Institut Diderot de donner à tous des éléments d'information, de réflexion, de discussion, et l'on verra que celle du 28 avril 2021, quoique courtoise, n'évita pas les sujets difficiles. Personnellement, je suis surtout sensible à l'insistance avec laquelle Alexandre Orlov souligne que la Russie est « un pays européen » (ce n'est vrai que d'un quart de sa superficie mais des trois quarts de sa population), qui fait partie « *depuis plus de mille ans de la famille européenne, avec laquelle elle a formé cette civilisation qui est unique au monde et dont nous pouvons être fiers.* » Et d'ajouter : « *En même temps, notre plus longue frontière terrestre, de plusieurs milliers de kilomètres, est avec la Chine, un autre voisin avec qui nos relations ont leur propre histoire. Nous voulons avoir de bonnes relations avec notre voisin chinois, mais sa civilisation et ses valeurs ne seront jamais les nôtres.* »

Cela pose la question des droits de l'homme. Ceux-ci sont-ils universels, ou bien, au contraire, relatifs aux différentes cultures ? Alexandre Orlov refuse de trancher, ou plutôt voit bien qu'ils sont l'un et l'autre : « *Le concept des droits de l'homme diffère d'un pays à l'autre. Il y a certes quelques droits universels, mais le reste est le résultat du cheminement historique et des traditions culturelles de chaque nation.* » Cela signifie aussi qu'ils sont évolutifs, et que tout pays, de ce point de vue, dispose d'une marge

de progression. Alexandre Orlov le reconnaît volontiers, s'agissant de la Russie, comme il souligne que c'est vrai aussi de la France. Au demeurant, la question des droits de l'homme ne saurait à elle seule tenir lieu de politique étrangère. La diplomatie et l'économie ont leurs propres exigences, dont il faut tenir compte. Sur ce point au moins on peut donner tout à fait raison au Secrétaire général du « Dialogue de Trianon » : « *La Russie a besoin de l'Europe autant que l'Europe a besoin de la Russie.* » C'est ce qui rend le dialogue nécessaire, entre nos deux États, et l'amitié souhaitable, entre nos deux peuples.

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

Comment réinventer les relations franco-russes ?

Le 29 mai 2017, à Versailles, Emmanuel Macron et Vladimir Poutine créaient le Dialogue de Trianon. J'étais présent à cette rencontre. À ce moment, je savais déjà que, dans quelques mois, je devais quitter mon poste. C'est pourquoi lorsque le Président Emmanuel Macron a proposé à Vladimir Poutine de créer ce Forum, j'ai eu la sensation que c'était à moi qu'il faisait cette proposition pour que je puisse, sous une autre forme, m'occuper des relations franco-russes. Avec d'autres participants à ce Forum, dont je vois certains aujourd'hui dans la salle, nous nous efforçons de rapprocher nos deux pays.

À l'occasion de la publication en 2020 de mon livre, *Un ambassadeur russe à Paris*, j'ai pu constater que beaucoup de Français s'intéressent aux rapports de nos pays et trouvent que nos relations actuelles ne sont pas satisfaisantes. C'est pour cette raison que je veux intervenir, chercher le moyen de réinventer nos relations, trouver les bases d'un nouveau départ, identifier les valeurs à même de nous rapprocher.

Les relations entre la Russie et la France n'ont jamais été simples. Elles ont connu des hauts et des bas. Les périodes de rapprochement ont alterné avec celles d'éloignement, parfois même d'hostilité et de confrontation.

Après le premier contact, aujourd'hui presque mythique – le mariage en 1051 du roi Henri I avec la princesse russe Anne, fille du Grand-Duc Iaroslav, dit Le Sage, mariage dont est issu, en 1052, le roi de France Philippe I^{er}, pendant plusieurs siècles les deux pays ont suivi des chemins séparés. Ce fut d'ailleurs le seul mariage dynastique unissant la Russie et la France, puisque deux autres tentatives ont échoué – en 1717, celle de marier la fille de Pierre le Grand, Elisabeth, avec le jeune roi Louis XV et, plus tard, en 1808 celle de Napoléon Bonaparte qui voulait épouser la sœur cadette d'Alexandre I^{er}, Ekaterina.

Fidèle à ses anciennes amitiés suédoise, turque et polonaise, la France avait longtemps gardé à l'égard des Moscovites une attitude hostile, une sorte de mépris instinctif pour un peuple jugé barbare. Même la victoire, en 1709, de Pierre le Grand sur Charles XII à Poltava, célébrée dans toutes les capitales, n'eut aucun retentissement à Paris : « *Ici, on ne veut pas entendre les bonnes nouvelles qui viennent de chez nous et on ne les admet pas dans la presse* », écrivait en 1711 Grégoire Volkov, secrétaire de l'ambassade russe à Paris, cité par le grand historien et diplomate russe Constantin de Grunwald. Depuis, rien n'a changé.

Les relations diplomatiques entre la Russie et la France datent de la visite en France de Pierre le Grand, en 1717. Le but politique du voyage était d'obtenir la médiation de la France dans le conflit qui l'opposait à la Suède, alliée de la France. Après la défaite de Poltava, le sort de Charles XII, réfugié chez les Ottomans, l'autre allié de la France, était scellé; néanmoins celui-ci ne voulait pas déposer les armes.

La visite de Pierre le Grand, décrite notamment dans les *Mémoires* de Saint-Simon, a marqué les esprits de l'époque. Pierre le Grand a fait venir en Russie des savants, mais aussi des artistes et des architectes pour embellir sa nouvelle capitale, Saint-Pétersbourg. Hélas, la mort, en 1725, de Pierre le Grand a mis fin au rapprochement de nos deux pays.

Il a fallu attendre Catherine la Grande, devenue impératrice en 1762, pour qu'un nouveau rapprochement soit possible. Contrairement à son prédécesseur, Louis XVI était plus ouvert sur la Russie et les deux souverains préparaient un traité dont la Révolution française a rendu la signature caduque. Catherine la Grande n'a jamais accepté la Révolution. Elle a accordé l'asile à de nombreuses familles nobles qui avaient fui la France. D'ailleurs, quand il a été arrêté à Varennes, Louis XVI avait sur lui un passeport russe, délivré par le consul russe à Paris.

Le point culminant dans les relations entre la France et la Russie a été, sans doute, l'alliance franco-russe,

conclue en 1891-1893, une vingtaine d'années après la défaite de la France face à la Prusse. En dehors des considérations géostratégiques, cette alliance a été préparée par le rapprochement culturel de nos deux peuples. Si la Francophonie avait existé au XIX^e siècle, la Russie en aurait fait partie. Le français était couramment parlé par un grand nombre de Russes. Au XIX^e siècle, la correspondance diplomatique de mes prédécesseurs se faisait en français. La fameuse lettre de Tatiana à Onéguine était rédigée en français. Le sobriquet de Pouchkine, considéré à juste titre comme le père de la langue littéraire russe, était «Le Français».

L'alliance franco-russe a joué un rôle salutaire pour la France pendant la Première Guerre mondiale. En août 1914, quand les Allemands étaient aux portes de Paris, la Russie a lancé une offensive en Prusse orientale obligeant les Allemands à transférer de toute urgence deux corps d'armée sur le front Est et à arrêter leur offensive. Paris était sauvée. Fidèle à ses engagements, la Russie a envoyé en 1916 en France deux brigades qui se sont distinguées dans les combats près de Reims.

La révolution bolchévique de 1917 a mis entre parenthèses les relations franco-russes pratiquement jusqu'à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.

Je ne m'arrêterai pas aux relations entre nos deux pays du temps de la V^e république. Elles sont dans toutes les mémoires. J'en parle dans *Un ambassadeur russe à Paris*. J'ai fait cet exposé historique pour vous faire mieux

comprendre les raisons profondes qui ont poussé nos deux pays l'un vers l'autre.

En premier lieu, des considérations géostratégiques. Quand la France se sentait menacée, elle cherchait instinctivement secours à l'autre bout du continent. « *Pour la France et la Russie, être ensemble signifie être fortes* », disait le général de Gaulle. Toutefois, les alliances au sommet ne seraient pas durables sans une base sociale large et solide. Finalement, les trois piliers des relations privilégiées qu'entretiennent la France et la Russie sont leur histoire commune, la culture et la langue.

Les relations entre la France et la Russie connaissent actuellement une phase difficile. Pour plusieurs raisons. En se rapportant aux relations franco-russes, Constantin de Grunwald, que j'ai eu la chance de connaître à la fin de sa vie, parlait de neuf siècles de malentendus. Il avait raison. Aujourd'hui, ces malentendus entre la Russie et la France, entre la Russie et l'Europe se multiplient, nourrissant la défiance et même l'hostilité.

Pourquoi en est-on arrivé là ?

Premièrement, ces derniers cinquante ans, le monde a beaucoup changé. La nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques n'a pas la connaissance de l'Histoire de leurs prédécesseurs. Par ailleurs, ce que leurs prédécesseurs ont vécu, les dirigeants actuels l'ont appris par les livres. Ce n'est pas la même chose.

Deuxièmement, le système d'éducation actuel accentue les compétences au détriment des connaissances. Cela se sent surtout au moment où il faut prendre des décisions.

Troisièmement, la campagne, pendant des années, de dénigrement de la Russie dans les médias français a porté ses fruits. Les Français d'aujourd'hui ne connaissent rien de la Russie et éprouvent une défiance instinctive pour tout ce qui vient de là-bas. L'exemple du vaccin Spoutnik V est très éloquent à cet égard.

Quatrièmement, en déléguant sa politique étrangère à Bruxelles, la France n'a plus d'autonomie dans les affaires internationales. Cette perte de souveraineté et d'indépendance a été néfaste pour le rayonnement de la France dans le monde.

Cinquièmement, l'économie française est dominée par les capitaux américains. De plus, l'extraterritorialité des lois américaines inflige des punitions à des banques et des sociétés françaises qui osent travailler avec les pays boycottés par les États-Unis. La marge de manœuvre des sociétés françaises est très étroite. Paradoxalement, les sociétés françaises souffrent plus des sanctions américaines que les sociétés russes.

Enfin, la langue russe est de moins en moins enseignée en France.

Certaines erreurs ont été commises du côté russe aussi. Contrairement aux États-Unis, l'URSS et puis la Russie

moderne ont négligé le «*soft power*». Du temps de l'Union soviétique, il existait en France une Association France-URSS qui faisait découvrir l'Union soviétique à des millions de Français. Aujourd'hui, nous avons beaucoup d'amis en France, mais ils ne sont pas fédérés, nous ne travaillons pas assez avec eux. Or, l'amitié se cultive. C'est la raison d'être du Dialogue de Trianon, créé par les présidents Macron et Poutine en 2017 pour faire travailler ensemble les sociétés civiles russe et française.

Bref, la relance des relations entre nos deux pays sera un travail de longue haleine.

Avant tout, il faut redéfinir les intérêts nationaux de nos deux pays. Dans le cas de la Russie, c'est assez facile. Ça l'est moins dans celui de la France, dont l'intérêt national est dissous dans la notion d'intérêts européens, plus abstraite, plus difficile à identifier. Le patriotisme, le ciment d'une nation, a laissé la place au cosmopolitisme, destructeur de l'idée même de nation.

Pour construire l'avenir sur des bases solides, il faut investir dans la connaissance de l'autre, apprendre son histoire, sa culture, sa langue. Il faut visiter la Russie, voir de ses propres yeux ses réalisations, parler avec les gens. Il faut arrêter d'inculquer à l'opinion publique française l'image d'une Russie ennemie de la France. Une attention particulière doit être portée aux jeunes, créer un office de la jeunesse franco-russe à l'instar de celui franco-allemand, qui a joué un rôle capital pour la

réconciliation historique entre ces deux vieilles nations. Il faut développer des liens économiques, créer une interdépendance positive qui protégerait nos relations des aléas de la vie internationale.

Il faut, enfin, multiplier les contacts entre les parlementaires, les députés, les sénateurs, les municipalités, les régions. D'ailleurs, cette année est, dans les relations bilatérales, l'année de la décentralisation.

Il faut que nos diplomates prennent l'habitude de travailler ensemble sur les conflits dans le monde qui, hélas, ne manquent pas. Les considérations géopolitiques – la montée de la Chine, le déclin des États-Unis, l'instabilité croissante sur le flanc Sud de l'Europe – doivent nous guider sur le chemin d'un rapprochement qui serait bénéfique pour nos deux nations.

Certes, chacune des deux parties doit apporter sa contribution et je fais un premier pas avec l'espoir que tous ceux attachés à nos relations fassent des propositions qui pourraient être soutenues par le Dialogue de Trianon.

Questions dans la salle

Jean-Louis Gergorin¹ : *Cher Alexandre Orlov, j'ai envie de vous poser une question directe : ne croyez-vous pas qu'il est temps pour nos deux pays de revenir à la «realpolitik», celle du général de Gaulle et d'un certain nombre de ses successeurs? Le dialogue franco-russe souffre d'être fragmenté, par secteurs, par sections. Il manque une vision globale, comme vous l'avez dit avec raison. Sous-traitées à Bruxelles, certaines questions n'ont pas reçu de réponse satisfaisante, comme ce fut le cas lors des négociations concernant l'accord sur l'association de l'Ukraine. De même, nous devons reconnaître l'échec total des sanctions contre la Russie. Cette accumulation totalement irréaliste de micro-sanctions, notamment personnelles, est loufoque.*

1. Ancien chef du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, responsable de la stratégie dans une start-up dans le domaine du numérique.

Prenons l'exemple de la cybersécurité. Pour des opérations hostiles dans le cyberspace, l'Union européenne a sanctionné une série d'officiers de renseignement russes, nord-coréens et chinois en leur infligeant comme punition le gel de leurs supposés comptes dans des banques européennes et l'interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne. La Chine et la Russie ont répliqué, je crois, par des sanctions tout aussi ridicules. Il est absurde de penser qu'on va faire plier la Russie qui a tenu dans des circonstances autrement épouvantables, notamment pendant la Deuxième Guerre mondiale. En sens inverse, il faut que la Russie reconnaisse que depuis le conflit ukrainien de 2014, elle est en guerre, comme l'a dit un de vos grands stratèges, Dimitri Trenin. Ce n'est pas une guerre traditionnelle, c'est une guerre hybride, non linéaire, pour employer le terme du général Guérassimov cité par Trenin : « ce conflit moderne se joue avant tout dans l'espace informationnel ». Dans un papier récent Dimitri Trenin et le général Guérassimov affirment que dans les conflits contemporains, l'essentiel se passe avant l'ouverture des hostilités, dans l'espace informationnel. Il s'agit d'une « pré-guerre » de l'information et des activités « hard », une tentative de pénétrer le cyberspace de l'autre pour le neutraliser, cueillir des renseignements, y implanter des informations mensongères, etc. Il me semble qu'il faudrait se parler franchement, mettre tout sur la table.

Nous, Français, nous avons intérêt à aborder le problème globalement, ne pas laisser la question aux seuls experts. Le nombre d'attaques par rançongiciels a été multiplié

par quatre de 2017 à 2019 et de nouveau par quatre de 2019 à 2020, comme nous l'a fait savoir le patron de l'ANSSI, Guillaume Poupard. Nous avons actuellement toutes les semaines une attaque par rançongiciel d'un établissement hospitalier français, alors que chacun sait que ceux-ci ne sont pas les mieux armés au niveau des ressources et des procédures pour payer des rançons en bitcoins. De toute évidence, ce genre d'attaques a une autre finalité. Il y a aussi le problème des réseaux sociaux... Est-ce que tout ceci ne mérite pas d'être mis sur la table? Ma proposition est très simple : mettons le paquet sur ces deux problèmes qui sont réels, majeurs, immédiats, trouvons ensemble des parades et des sanctions.

Alexandre Orlov : Je suis persuadé que nos deux pays doivent mener une realpolitik. C'est la politique que mène actuellement la Russie, une politique totalement libre de toute empreinte idéologique. Je regrette que nos relations manquent d'une dimension stratégique. Et pourtant beaucoup de choses dans les relations internationales dépendent de nos pays et leur propre relation bilatérale pourrait être un facteur important de la stabilité dans le monde. Pour donner à nos relations un contenu, un sens, il est impératif de fixer des objectifs communs à court, moyen et long terme vers lesquels nous voulons avancer ensemble. Or, aujourd'hui l'Union européenne n'a pas de vision à long terme de ses relations avec la Russie. On a l'impression qu'elle ne sait pas quoi faire avec la Russie. Cette absence de vision stratégique, l'Union européenne veut la compenser par

une politique de sanctions. Et ces sanctions deviennent de plus en plus ridicules et produisent une impression d'impuissance. Quant à la cybercriminalité, c'est un vrai sujet où la Russie et la France peuvent et doivent coopérer. La Russie a proposé de travailler ensemble dans un cadre multilatéral, notamment aux Nations Unies pour élaborer les règles du jeu dans le cyberspace et les faire appliquer ensuite. Malheureusement, nos partenaires occidentaux n'ont pas encore donné suite à nos propositions.

Jean-Yves Leconte² : *Monsieur l'ambassadeur, je retiens de votre intervention l'idée qu'autrefois la France, menacée sur ses frontières, se rapprochait de la Russie par intérêt géostratégique. J'espère que nos deux pays peuvent avoir de bonnes relations même si la France n'a plus de tels soucis.*

Vous dites que la Russie n'arrive pas à avoir des relations avec l'Union européenne. Du temps de Chirac et de Schröder, la Russie avait de bonnes relations avec la France et l'Allemagne, et l'on pouvait croire que ces bonnes relations suffisaient pour avoir de bonnes relations avec l'Union européenne. C'était une erreur. Plutôt que d'améliorer ses relations avec l'Union européenne, la Russie a essayé d'avoir de bonnes relations avec la Pologne aussi. Smolensk a mis un terme à ces efforts. Jamais la Russie n'a eu la volonté ou la capacité

2. Sénateur représentant les Français établis hors de France.

de nouer des liens avec l'Union européenne. C'est aussi la faute de l'Union qui, mis à part les pays qui sollicitent l'adhésion et ceux qui présentent un intérêt commercial, ne parvient à avoir de bonnes relations avec ses voisins.

Toutefois, à partir du moment où l'on a quelques intérêts communs, un rapprochement entre la France et la Russie justifierait aussi un rapprochement entre celle-ci et l'Union européenne. Comment? De jeunes Russes m'ont surpris un jour en me disant que les processus de décision européens étaient « totalement décadents ». Concernant la suppression des visas, vous nous faites savoir que nous ne pouvons pas avancer sur ce sujet tant que les Lettons et les Litvaniens s'y opposent! Oui, c'est l'Union européenne. Mais vous ne pouvez pas demander à la France de renoncer à son engagement européen.

Alexandre Orlov : Personne ne demande à la France de renoncer à ses engagements européens. Nous sommes réalistes. Nous considérons que le processus de l'intégration européenne est irréversible bien que la réponse à la question de savoir qui a gagné et qui a perdu dans ce processus reste, à mon avis, ouverte. Depuis les années 1980, depuis Mikhaïl Gorbatchev, la Russie a fait des efforts considérables pour asseoir nos relations avec l'Union européenne sur une base solide. Deux fois par an se tenaient des sommets entre l'UE et la Russie ; une fois par an, une réunion entre la Commission européenne et le gouvernement de la Russie. Nous travaillions ensemble à la création de quatre espaces communs : économique, juridique, sécurité intérieure, humanitaire.

En 2008, le Président Poutine a proposé à l'Union européenne de supprimer sur la base de la réciprocité les visas de circulation. Et puis, en 2014 tout cela a été arrêté par l'Union européenne sous prétexte du retour de la Crimée à la Russie. Aujourd'hui dans nos relations avec l'Union européenne il ne se passe rien, elles sont réduites à zéro. Ce n'était pas notre choix. Nous pensons que c'est une erreur, car, dans le monde d'aujourd'hui plein d'incertitudes et de menaces, l'Europe a besoin d'alliés. Vous avez parlé des intérêts communs. Je pense que c'est l'essentiel. Mais j'ai l'impression que l'Europe n'a pas de vision claire de ses propres intérêts.

Jean-Pierre Jouyet ³ : *Pour avoir eu des responsabilités au sein de l'Union européenne et de la Commission, je suis d'avis qu'en effet certaines attitudes doivent évoluer. Le Président de la République française a bien l'intention de faire évoluer l'Union européenne vers une meilleure intégration politique. Le rôle de l'Allemagne et de la France est capital. En ce qui me concerne, je suis partisan d'un rapprochement franco-russe, c'est une de mes priorités. Mais il faut reconnaître qu'il y a des progrès à faire du côté de la Russie aussi, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme.*

3. Secrétaire d'État aux Affaires européennes (2007-2008), Secrétaire général de la présidence de la République (2014-2017), Président de l'Autorité des marchés financiers (2008-2012), Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations et Président de la banque publique d'investissement (2012-2014), ambassadeur de France au Royaume-Uni (2017-2019), et ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'OCDE (2019-2020).

Alexandre Orlov : Il y a, certes, des progrès à faire pour les droits de l'homme. Mais ceci est vrai de n'importe quel pays. J'ai travaillé à Strasbourg et je sais que tous les pays européens sont traînés devant la Cour européenne des droits de l'homme. La France a été critiquée, notamment, pour le surpeuplement des prisons. En Russie, au contraire, lors des dix dernières années, le nombre de détenus a été réduit de moitié. Il est vrai que les pays occidentaux font souvent des procès contre la Russie pour les manquements dans le domaine des droits de l'homme, pas toujours justifiés. Mais nous sommes prêts à en débattre dans le cadre de nos relations avec ces pays aussi bien que dans le cadre multilatéral. Mais il faut que ce dialogue soit constructif et objectif, qu'il n'y ait pas deux poids, deux mesures. Il ne faut pas oublier que le concept de droits de l'homme diffère d'un pays à l'autre. Il y a certes quelques droits universels, mais le reste est le résultat du cheminement historique et des traditions culturelles de chaque nation. Ce concept n'est pas le même en Europe, en Asie ou en Afrique. Dès le Moyen Âge, avec l'apparition des premières villes et des citadins en Europe occidentale, l'accent a été mis sur la protection des droits des individus. La Russie a connu une autre histoire. Pendant très longtemps, elle a été un pays essentiellement rural. L'immensité du territoire, les attaques perpétuelles des peuples nomades qui venaient de l'Est ont développé chez les Russes les droits à caractère collectif. Même aujourd'hui, l'esprit de la solidarité est plus développé chez nous qu'en Europe. Il ne faut pas non plus oublier que le servage en Russie n'a été aboli qu'en 1861, il y a seulement 160 ans.

Les bolcheviks, d'ailleurs, se sont bien servis de cette particularité du peuple russe pour lui imposer un modèle économique collectiviste qui a duré en Russie beaucoup plus que dans d'autres pays de l'Europe de l'Est.

Nicole Guedj⁴ : *Nous vous admirons beaucoup, Monsieur l'ambassadeur. Pourtant, je vous trouve à la fois pessimiste et trop sévère à l'égard de la France et de l'Europe. Nous avons effectivement des modèles, ceux basés sur la Déclaration des droits de l'homme entre autres, auxquels nous ne renoncerons pas et que nous continuerons à défendre. En même temps, je voudrais ajouter une note d'optimisme. J'ai présidé pendant dix ans une Fondation intergouvernementale France-Israël et les relations avec ce pays n'ont pas été simples pendant les dix ans de mon mandat. Or aujourd'hui, le ciel de nos relations s'éclaircit. Autrefois considéré comme un pays tortionnaire, Israël est souvent cité en France comme un modèle. Le Dialogue de Trianon pourrait ressembler à la Fondation France-Israël. Je vous retourne votre question de tout à l'heure : que propose la Russie, outre la coopération des sociétés civiles, notamment dans le domaine économique, pour améliorer nos relations et avancer avec confiance sur le chemin d'un rapprochement, sans nous reprocher de rester attachés à nos valeurs et à notre Déclaration des droits de l'homme ?*

4. Avocate au barreau de Paris, Conseillère d'État, Secrétaire d'État aux Programmes immobiliers de la Justice (2004), Secrétaire d'État chargée de l'Aide aux victimes (2004-2005).

Alexandre Orlov : Je ne suis pas du tout pessimiste. Bien au contraire, je regarde vers l'avenir des relations entre la Russie et la France avec beaucoup d'optimisme. Ce qui nous unit est beaucoup plus important que ce qui nous divise. Ce sont des valeurs communes, notre histoire, notre culture, notre civilisation au sens large à laquelle nous tous appartenons. Vous vous référez à la Déclaration des droits de l'homme. Nous l'avons fait nôtre, bien que pour des raisons historiques la Russie n'a pas participé à sa rédaction. Nous avons aussi signé la Convention européenne de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950 quand la Russie a rejoint le Conseil de l'Europe en 1996. Seule la Cour européenne des droits de l'homme, située à Strasbourg, est compétente de juger dans quelle mesure les états membres sont conformes aux engagements auxquels ils ont souscrit. Quant à Israël, je ne pense pas qu'il peut être considéré comme un modèle dans le domaine des droits de l'homme. Ceci est dû aux conditions spécifiques dans lesquelles cet État est né et continue à survivre. Le même raisonnement est vrai pour la Russie.

Gérard Longuet⁵ : *Cher Alexandre Orlov, ma question est très simple. Ne trouvez-vous pas que le Président Poutine fait payer à la Russie un prix trop élevé, en matière d'isolement et de rejet, pour le retour de la Crimée au sein de la mère patrie? Personne ne conteste*

5. Sénateur, Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Ministre de la Défense et des Anciens combattants (2011-2012), Ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur (1993-1994), Ministre chargé des Postes et Télécommunications (1986-1988).

l'histoire russe de la Crimée, mais personne n'accepte cette situation de fait. Existe-t-il une solution qui puisse consolider cette situation historique dans des formes acceptables pour certains pays européens qui ont des raisons récentes ou lointaines d'inquiétude?

Alexandre Orlov : La Russie est prête à payer n'importe quel prix pour conserver la Crimée au sein de la Russie après qu'elle a retrouvé sa mère-patrie en 2014.

Pour nous, c'est une question de principe. Pour comprendre ce phénomène, il faut connaître l'histoire de la Russie. C'est en Crimée, à Chersonèse, près de Sébastopol, qu'en 988 a eu lieu le baptême du prince Vladimir et que la Russie est devenue un pays chrétien.

Le siège de Sébastopol, lors de la guerre de Crimée de 1853-1855, qui a duré 350 jours, ainsi que celui de la Seconde Guerre mondiale, sont considérés à juste titre comme des exemples de l'héroïsme du peuple russe. L'appartenance de la Crimée à la Russie a été payée par le sang de milliers de combattants russes.

Dès 1991, l'année de la disparition de l'Union soviétique, dans les circonstances que l'on connaît, la population de la Crimée, en majorité russe, n'a cessé de réclamer son rattachement à la Russie. Ceci a été fait par un référendum organisé en mars 2014 par le parlement légitime de la Crimée après le coup d'État nationaliste à Kiev qui a été suivi par des violences contre les Russes qui habitent l'Ukraine.

Depuis, la population de la Crimée a eu plusieurs occasions pour contester le choix fait au moment du référendum de 2014, mais chaque fois, que ce soit lors des élections législatives ou des élections présidentielles, les électeurs de Crimée ont toujours massivement voté pour Vladimir Poutine et le parti «Russie unie» au pouvoir.

Vous pouvez d'ailleurs aller en Crimée pour parler avec les habitants de la péninsule et vous assurer qu'ils ont fait leur choix historique sans aucune contrainte.

Gérard Longuet : *Mais vous vous étiez engagés à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine...*

Alexandre Orlov : Ce n'est pas la Russie qui a rattaché la Crimée. C'est le peuple de Crimée qui a décidé ce rattachement. Sur le plan juridique, tout a été fait dans les normes.

Gérard Longuet : *Ce n'est pas un problème de population, mais un problème de forme...*

Alexandre Orlov : L'appartenance de la Crimée à la Russie est inscrite dans sa loi fondamentale - la Constitution. Je vois mal comment on peut mettre en doute la loi fondamentale tout simplement pour faire plaisir à nos détracteurs. L'important ce n'est pas la forme mais le fond. Or sur le fond, les habitants de la Crimée, comme je l'ai déjà dit, depuis le référendum de 2014, ont eu plusieurs occasions pour s'exprimer.

Georges Malbrunot ⁶ : *Monsieur Orlov, après avoir été pendant neuf ans l'ambassadeur de Russie à Paris, vous avez quitté votre poste en 2017, au moment de l'élection d'Emmanuel Macron. Je voudrais, néanmoins, avoir votre avis sur les intentions et les résultats de notre Président en politique étrangère. Il a commencé par susciter pas mal d'espoirs, notamment en ce qui concerne les relations avec la Russie. Son discours à la conférence des ambassadeurs a fait date. Il paraissait pragmatique sur un certain nombre de dossiers. Qu'est-ce qu'on doit mettre au crédit du Président Macron par rapport à ses intentions concernant la Russie, mais aussi en ce qui concerne les relations de la France avec les États-Unis, l'Europe, le Moyen-Orient. Quel est le bilan ?*

Alexandre Orlov : Bonne question ! Je pense qu'il est encore trop tôt pour porter un jugement sur les résultats du Président Emmanuel Macron en politique étrangère, notamment vis-à-vis de la Russie. Il n'est pas encore au bout de son premier mandat et tout porte à croire que ce n'est pas son dernier mandat. En politique internationale il faut du temps pour arriver à un résultat d'autant plus que souvent la solution d'un conflit dépend de plusieurs acteurs.

Je crois qu'on peut porter à l'actif d'Emmanuel Macron sa volonté évidente de trouver des solutions à des conflits dans différents points du globe. Nous avons tous en tête son discours sur l'Europe à La Sorbonne

6. Grand reporter au *Figaro*.

et son intervention devant les ambassadeurs de France sur les relations avec la Russie. Ces initiatives ont fait date. Si ces avancées intéressantes n'ont toujours pas abouti à des actes, la faute n'en revient pas uniquement au Président français. Force est de constater qu'il n'a pas été suivi par ses partenaires européens et par ce qu'Emmanuel Macron a appelé l'État profond qu'il a dénoncé devant les ambassadeurs. Malheureusement, cet État profond russophobe se reproduit chaque année au sein de Science Po et de l'ENA. Emmanuel Macron a tout à fait raison de vouloir réformer ces institutions qui tirent la France vers le passé et compliquent sa tâche de normaliser ses relations avec la Russie. Cela montre aussi la marge de manœuvre très étroite qu'il a aujourd'hui dans le domaine de la politique étrangère étant donné la délégation d'une partie importante de la souveraineté nationale à Bruxelles, d'une part, et la manière dont est formée l'élite politique de la France, de l'autre.

Slimane Zeghidour ⁷ : *Monsieur l'ambassadeur, à l'instar de la France, la Russie doit combattre le terrorisme islamiste à l'extérieur de ses frontières tout en ayant à l'intérieur de ses frontières des musulmans, qui se trouvent là pour des raisons historiques et démographiques. J'ai beaucoup travaillé en Russie et j'ai rencontré bon nombre de musulmans russes, de Nijni Novgorod et Kazan jusqu'en Carélie. Je trouve que la Russie ne fait pas assez valoir qu'elle est le pays chrétien qui a la plus ancienne communauté musulmane. La Russie est devenue un*

7. Éditorialiste de TV5 Monde.

empire en intégrant les Tatars musulmans et d'autres communautés religieuses : les juifs, les bouddhistes... Les Russes et les musulmans ont créé une culture commune dans laquelle ils se reconnaissent. La Russie, pays chrétien, prouve que des musulmans et des chrétiens peuvent bien vivre ensemble. Citoyen d'un pays où cette coexistence semble difficile, parfois tragique, je voudrais savoir comment est vécu le patrimoine musulman russe dans un pays chrétien comme le vôtre, où l'Islam est la deuxième religion et où il y a la plus ancienne présence musulmane.

Alexandre Orlov : Je suis d'accord avec vous que la Russie ne fait pas assez pour faire valoir son modèle de l'intégration des ethnies et des religions différentes dans une nation unie, solidaire et harmonieuse. Il est vrai qu'en Russie les Russes et les musulmans ont créé ensemble une culture commune dans laquelle ils se reconnaissent. Nous sommes prêts à partager notre expérience avec tous ceux qui le désirent.

La situation actuelle est le résultat d'une histoire longue de plusieurs siècles de vie commune. Au début, cette coexistence n'a pas toujours été pacifique. Souvenez-vous de la destruction de la Russie de Kiev au XIII^e siècle par les Tatars et les Mongols ou de la prise de Kazan par Ivan le Terrible en 1552.

Par contre, si les islamistes venus du Proche et Moyen-Orient en Tchétchénie ont finalement échoué, c'est parce que la population locale ne les a pas suivis dans leur aventure.

Pour cimenter un état multiethnique et multiconfessionnel, la langue a été un outil majeur : le russe est la seule langue officielle à travers tout le pays tandis que les langues régionales enseignées dans les écoles en même temps que le russe sont considérées comme un patrimoine culturel.

Gérard Longuet : *Toutefois, même en Syrie nous n'avons pas pu nous mettre d'accord sur qui est un terroriste et qui est un bon rebelle...*

Alexandre Orlov : Heureusement, en Syrie, le problème est plus ou moins réglé, même s'il reste beaucoup de choses à faire. Cependant, les partisans de cet État islamique se sont déplacés en Afrique. Demain, nous les verrons ailleurs. C'est un problème que nous aurons devant nous pour longtemps. D'autre part, il y a dans la Fédération de Russie des États musulmans tels le Tatarstan ou le Bachkortostan, sans compter les musulmans du Caucase. Par leur nombre, les musulmans sont la deuxième population de la Russie.

André Comte-Sponville⁸ : *Monsieur l'ambassadeur, vous avez dit avec raison qu'il est difficile de discerner une vision stratégique européenne à long terme. Puis-je vous demander quelle est la vision stratégique, à long terme, de la Russie en général et du Président Poutine en particulier?*

8. Directeur général de l'Institut Diderot.

Alexandre Orlov : On dit que la politique étrangère d'une nation est déterminée par son histoire et sa géographie. C'est sans doute vrai. On ne peut pas échapper ni à son histoire, ni à sa géographie. C'est pourquoi il est si important d'enseigner l'histoire et la géographie aux jeunes qui demain seront appelés à diriger leurs pays.

La Russie est un pays européen. Depuis plus de mille ans, elle fait partie de la famille européenne avec laquelle elle a formé cette civilisation qui est unique au monde et dont nous pouvons être fiers.

En même temps, notre plus longue frontière terrestre, de plusieurs milliers de kilomètres, est avec la Chine, un autre voisin, avec qui nos relations ont leur propre histoire. Nous voulons avoir de bonnes relations avec notre voisin chinois, mais sa civilisation et ses valeurs ne seront jamais les nôtres.

Notre intérêt est de tirer le maximum d'avantages de notre situation géographique pour le développement économique de la Russie. Aujourd'hui, la Chine est la première puissance économique du monde et nos échanges économiques avec elle sont très importants.

Vladimir Poutine est un homme pragmatique. Son action n'est empreinte d'aucune idéologie. Sa politique est guidée par le bon sens. C'est pourquoi notre politique étrangère est prévisible et stable.

Le Président russe est un Européen convaincu. Dès le

début, il voulait trouver une forme d'intégration de la Russie à l'Europe sans perdre notre spécificité et notre indépendance que nous avons payées par la vie de 27 millions de personnes mortes lors de la Seconde Guerre mondiale.

Je pense que la Russie a besoin de l'Europe autant que l'Europe a besoin de la Russie. Il faudrait peut-être du temps pour que les Européens le comprennent.

Claudie Haigneré⁹ : *Monsieur l'ambassadeur, pour rebondir sur la question du long terme, je vais parler de spatial, de la Lune, où l'on envisage de vivre et de travailler dans quelques dix à quinze ans. Il y a un projet américain, Artemis, ouvert à des partenaires internationaux, auquel l'Europe n'a pas encore donné de réponse précise parce qu'elle veut examiner tous les principes et se trouver une place sans se faire chapeauter par les Américains. Nous venons d'apprendre que vous envisagez d'installer une base lunaire avec la Chine, projet que vous avez ouvert à la coopération internationale à la réunion des Nations Unies de la semaine dernière. Je voudrais savoir si cette stratégie impose aux partenaires éventuels de faire un choix. Peut-on imaginer un partenariat multilatéral, à la fois avec vous et avec les Américains, mettre tout le monde autour d'une table pour penser l'expansion de l'humanité dans une phase future ?*

9. Astronaute, Ambassadrice et conseillère auprès du directeur de l'Agence spatiale européenne, ministre déléguée à la Recherche et aux Nouvelles technologies (2002-2004) ministre déléguée aux Affaires européennes (2004-2005), membre du Conseil d'orientation de l'Institut Diderot.

Alexandre Orlov : Chère Claudie Haigneré, depuis la visite historique du général de Gaulle en 1966, l'espace est un domaine de prédilection pour la coopération entre la Russie et la France.

Dans ce domaine la France est devenue depuis notre partenaire privilégié. Avec aucun autre pays, nous n'avons fait autant qu'avec la France. Nous sommes prêts à aller toujours plus loin.

Néanmoins, puisque d'autres pays, les États-Unis et la Chine notamment, ont aussi des ambitions spatiales et le prix de la conquête de l'espace devient de plus en plus important, une large coopération dans ce domaine paraît être le meilleur moyen de partager les dépenses et d'échanger les réalisations technologiques et le savoir-faire.

Puisque l'espace appartient à l'humanité tout entière, il me paraît que le cadre idéal pour la coopération spatiale doit être les Nations Unies. Ce cadre institutionnel permettra aux nations qui ont aussi des ambitions spatiales, mais n'ont pas de moyens de leurs ambitions de participer à l'aventure spatiale.

Claudine Cohen ¹⁰ : *Merci, Monsieur l'ambassadeur, d'avoir évoqué la coopération scientifique de nos deux*

10. Directrice d'études de la chaire « Biologie et société » à l'École pratique des hautes études (Sciences de la vie et de la Terre), et directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, membre du Conseil d'orientation de l'Institut Diderot.

pays. Vous avez aussi déploré l'appauvrissement des échanges culturels, le déclin de l'apprentissage des langues, russe du côté français et peut-être aussi de la langue française du côté russe. Je voudrais savoir où nous en sommes du point de vue des échanges culturels, très riches autrefois et qui aujourd'hui semblent s'étioler.

Alexandre Orlov : La culture a toujours constitué le cœur de nos relations. L'année de la Russie en France et de la France en Russie en 2010 a eu un succès sans précédent. L'exposition qui détient le record absolu des visiteurs – plus de 1,2 million de personnes – a été l'exposition de la collection Chtchoukine organisée en 2017 à la Fondation Louis Vuitton. La pandémie a ralenti ces échanges, mais nous avons en perspective deux autres grandes exportations programmées pour l'automne 2021 : «La collection Morozov» à la Fondation Louis Vuitton et l'exposition du grand peintre russe Ilya Repine, jamais exposé en France, au Petit Palais.

Par contre, la situation de l'enseignement du russe en France et du français en Russie est une source d'inquiétude. Les deux langues sont en perte de vitesse et si on ne réagit pas d'une façon énergique, elles risquent de disparaître au profit d'autres langues – l'anglais et le chinois. Ceci doit être une préoccupation commune et donner lieu à des actions communes pour promouvoir nos deux langues au niveau mondial, en commençant par leur enseignement dans chacun de nos deux pays. Il faudrait unir nos efforts : faites plus d'efforts pour inciter les jeunes Français à apprendre le russe et nous ferons

de même pour inciter les jeunes Russes à apprendre le français. D'ailleurs, vous avez une belle institution, l'Alliance française, qui fait énormément pour la promotion de la langue française à l'étranger, y compris en Russie. Un de ses directeurs, dont le nom m'échappe, me disait un jour qu'il serait opportun d'envisager un partenariat entre l'Alliance française et son homologue russe, l'Institut Pouchkine, pour partager leur expérience et s'entraider afin de défendre nos deux langues. C'est un très beau projet à long terme. Le Dialogue de Trianon pourrait se saisir de ce projet qui vise la société civile. Personnellement, je crois beaucoup aux échanges d'écoliers. Il faut faire davantage dans cette direction. C'est à cet âge-là que les enfants s'ouvrent et découvrent le monde. Certains élèves français m'ont dit que leur séjour en Russie les a beaucoup impressionnés. C'est le départ de l'amitié qui devrait unir nos deux peuples.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les Publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux états-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr. François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ? - Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron

Les Carnets des Dialogues du Matin

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper

-
- **L'avenir du capitalisme** - Bernard Maris
 - **L'avenir de la dépendance** - Florence Lustman
 - **L'avenir de l'alimentation** - Marion Guillou
 - **L'avenir des humanités** - Jean-François Pradeau
 - **L'avenir de la justice sociale** - Laurent Berger
 - **Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ?**
Nicolas Arpagian
 - **L'avenir de la Bioéthique** - Jean Leonetti
 - **Données personnelles : pour un droit de propriété ?**
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - **Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?** - Pierre Vermeren
 - **Turquie : perspectives européennes et régionales** - S.E. Ismail Hakki Musa
 - **Burn-out - le mal du siècle ?** - Philippe Fossati & François Marchand
 - **L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.**
Jean-Philippe Hubsch
 - **L'avenir du bitcoin et du blockchain** - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - **Le Royaume-Uni après le Brexit**
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - **L'avenir de la communication politique** - Gaspard Gantzer
 - **L'avenir du transhumanisme** - Olivier Rey
 - **L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?**
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - **La transformation numérique de la défense française**
Vice-amiral Arnaud Coustillièr
 - **L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française**
Gérard Longuet
 - **L'avenir du Pakistan** - Ardavan Amir-Aslnai
 - **Le corps humain et sa propriété face aux marchés** - Sylviane Agacinski
 - **L'avenir de la guerre économique américaine** - Ali Laïdi

Les Notes de l'Institut Diderot

- **L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert** - Emmanuel Halais
- **Le futur de la procréation** - Pascal Nouvel
- **La République à l'épreuve du communautarisme** - Eric Keslassy
- **Proposition pour la Chine** - Pierre-Louis Ménard
- **L'habitat en utopie** - Thierry Paquot
- **Une Assemblée nationale plus représentative** - Eric Keslassy
- **Où va l'Égypte ?** - Ismaïl Serageldin
- **Sur le service civique** - Jean-Pierre Gualazzi
- **La recherche en France et en Allemagne** - Michèle Vallenthini
- **Le fanatisme** - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- **De l'antisémitisme en France** - Eric Keslassy
- **Je suis Charlie. Un an après...** - Patrick Autréaux
- **Attachement, trauma et résilience** - Boris Cyrulnik
- **La droite est-elle prête pour 2017 ?** - Alexis Feertchak
- **Réinventer le travail sans l'emploi** - Ariel Kyrou

-
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
 - À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
 - Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
 - L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - L'avenir des villes - Thierry Paquot
 - L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
 - L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
 - L'avenir du populisme - Dominique Reynié
 - L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
 - L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
 - L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
 - L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
 - L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
 - L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
 - L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
 - L'avenir du pétrole - Claude Mandil
 - L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
 - L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
 - L'avenir du travail - Dominique Méda
 - L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
 - L'avenir du logement - Olivier Mitterand
 - L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
 - L'avenir du climat - Jean Jouzel
 - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin

-
- **L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins** - Georges Malbrunot
 - **Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?** Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - **L'avenir de la Corée du Nord** - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - **Handicap et République** - Pierre Gallix
 - **Réflexions sur la recherche française...** - Raymond Piccoli
 - **Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?** Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
 - **Le maquis des aides sociales** - Jean-Pierre Gualazzi
 - **Réformer les retraites, c'est transformer la société** Jacky Bontems & Aude de Castet
 - **Le droit du travail 3.0** - Nicolas Dulac
 - **L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?** Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
 - **Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de longévité ?**- Jacky Bontems & Aude de Castet
 - **De la nation universelle au territoire-monde** - Marc Soléry
 - **L'intelligence économique** - Colonel (H) Dominique Fonvielle

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- **L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)**
- **Les 18-24 ans et l'avenir de la politique**
- **L'avenir de l'Afrique**

Comment réinventer les relations franco-russes ?

À la fin de la guerre froide, on pouvait croire que le rêve de Charles de Gaulle d'une Europe unie, « de l'Atlantique à l'Oural », deviendrait réalité. Mais une autre approche a prévalu, malgré les efforts de la Russie et de l'Union européenne.

Désormais, les tensions montent et il ne s'agit plus de prévenir l'accélération de la course aux armements - elle est bien présente - mais de la contenir, même dans l'espace.

Comment en est-on arrivé là ?

À l'automne 2015, nous avons invité Alexandre Orlov, alors ambassadeur de Russie en France. Les tensions étaient vives entre nos deux pays. Il exhortait toutes les parties à promouvoir la construction de la confiance, les échanges et les discussions en vue de relever les défis communs.

Aujourd'hui, alors que le monde fait face à de nouveaux défis, nous lui avons demandé quelles conclusions nous devrions tirer ensemble de ces cinq dernières années. Il nous fait l'amitié de répondre et pointe nos intérêts réciproques face aux nouvelles menaces d'un monde en plein bouleversement.

Alexandre ORLOV



Il fut presque dix ans durant ambassadeur de Russie en France (2008-2017). Il est l'actuel Secrétaire général exécutif du forum franco-russe des sociétés civiles « Dialogue de Trianon », dont le lancement a été réalisé le 29 mai 2017 lors de la rencontre entre les présidents Emmanuel Macron et Vladimir Poutine, à Versailles.

